



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché de services

Prestations de surveillance sur le domaine portuaire du Port Heraclea à Cavalaire sur Mer

Pouvoir adjudicateur : SPL Port HERACLEA de Cavalaire-sur-Mer (VAR)

Signataire du Marché : Monsieur Philippe LEONELLI, PDG

Ayant reçu délégation par : Assemblée Générale du 16 Mai 2018

Mode de passation et forme de marché : Marché à procédure adaptée – Article L2123- du Code de la Commande Publique.

La technique particulière d'achat retenue est l'accord cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande en application de l'article L2125-1 du Code de la Commande Publique.

Code CPV : 79710000-4 Services de sécurité

Code NUTS : FRL05

Imputation budgétaire : Compte Classe 62120000

Ordonnateur : Monsieur le Président Directeur Général

Comptable Assignataire des paiements : SPL Port HERACLEA, 59 Rue de la Digue, Capitainerie du Port HERACLEA, 83240 Cavalaire-Sur-Mer,
Téléphone : 04 94 64 17 81

Personne habilitée à fournir les renseignements de l'article 130 : Monsieur Marc-Emmanuel QUIROUARD-FRILEUSE, Directeur du Port, directeur@port-heraclea.fr téléphone 04 94 64 17 81

Date et heure limites pour la remise des offres :

Jeudi 12 décembre 2024 à 12h00

SOMMAIRE

1- Objet et étendue de la consultation	3
2- Conditions de la consultation.....	3
2.1 - Technique particulière d'achat ou marché ordinaire ou marché particulier	3
2.2 - Décomposition en lot.....	3
2.3 - Modification de détail du dossier de consultation	3
2.4 - Délai de validité des offres.....	4
2.5 - Contenu du dossier de consultation	4
2.6 - Variantes	4
2.7 - Visite sur site	4
2.8 - Mise à disposition des documents par voie électronique.....	5
3- Condition de participation	5
3.1 - Candidat individuel	5
3.2 - Groupement d'opérateurs économiques	5
3.3 - Présentation de la candidature	5
3.4 - Utilisation du DUME.....	6
3.5 - Dispositif « dites le nous une seule fois »	7
3.6 - Récupération de documents par l'acheteur	7
3-7 - Moyen de preuve alternatifs des capacités du candidat	7
3-8 - Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques	7
3-9 – Sous-traitance déclarée au moment du dépôt de l'offre.....	8
4- Présentation de l'offre	8
5- Sélection des candidatures et jugement des offres	8
5.1 – Concernant les candidatures.....	8
5.2 – Concernant les offres	9
5.3 Offres anormalement basses	9
5.4 Négociation	9
5.5 Forme de la notification et exemplaire unique.....	10
5.6 Pièces à fournir par le candidat retenu	10
6- Conditions d'envoi ou de remise des offres	13
6.1 – Transmission sur support papier	13
6.2 – Transmission par voie électronique	13
7- Recours.....	14
7.1 Instance chargée des procédures de recours.....	14
7.2 Introduction des recours.....	15
7.3 Médiation.....	15
8- Langues	15
9- Renseignements complémentaires.....	15

1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet des prestations de surveillance sur le domaine portuaire du Port HERACLEA à Cavalaire sur Mer, décomposées en prestations de surveillance nocturne des amarrages et sécurisation des navires et prestations de surveillance et dissuasion contre le vandalisme et les nuisances nocturnes.

Le marché est conclu à compter de la réception de la notification par e-lrar via la plateforme marches securisés pour une durée d'un an. Il ne sera pas susceptible de reconduction.

2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Technique particulière d'achat ou marché ordinaire ou marché particulier

Le marché s'exécute au moyen de l'émission de bons de commande établis au fur et à mesure des besoins par le service gestionnaire et ils seront notifiés par le pouvoir adjudicateur dans les limites suivantes :

Montant minimum annuel : 100 000.00 € HT

Montant maximum annuel : 200 000.000 € HT

2.2 – Décomposition en lot

Sans objet.

2.3 – Modification de détail du dossier de consultation

La SPL Port HERACLEA se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

De fait, les candidats sont invités à s'inscrire sur <https://marches-securises.fr> afin d'être tenus informés des modifications éventuelles du DCE, ainsi que de toutes questions d'un candidat et des réponses publiques apportées par l'acheteur.

2.4 – Délai de validité des offres

Les candidats sont liés par les offres qu'ils ont déposées jusqu'à l'expiration de leur délai de validité. Ils ne peuvent donc ni les retirer ni leur en substituer de nouvelles pendant ce délai.

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres mentionnée sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

2.5 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- Le règlement de la consultation
- L'Acte d'Engagement
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Le Bordereau de Prix Unitaires
- Devis Quantitatif Estimatif.
- Le cadre du Mémoire technique
- Annexe 1 Règlement particulier du Port
- Annexe 2 Rondier 2024

2.6 – Variantes

2.6.1 Variante à l'initiative du candidat

Le dossier de consultation comporte une solution de base. Les variantes libres ne sont pas autorisées. L'offre du candidat devra respecter les stipulations du CCTP.

2.6.2 Variante à l'initiative de l'acheteur

Il n'est pas prévu de variantes imposées dans le cadre de la consultation.

2.6.2.1 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet

2.6.2.2 Solutions alternatives

Sans objet

2.7 – Visite sur site

Une visite des lieux est obligatoire. Les candidats se rapprocheront du Responsable Technique Monsieur Max CELESTIN, joignable à l'adresse suivante : securite@port-heraclea.fr

2.8 – Mise à disposition des documents par voie électronique

Les documents du présent marché sont mis à disposition sur la plate-forme de dématérialisation <https://marches-securises.fr>

Aucun dossier papier ne sera remis ou envoyés par courriel.

Les candidats sont fortement invités à s'inscrire avec une adresse électronique valide sur le profil d'acheteur <https://marches-securises.fr> pour être tenu informés de toute modification éventuelle du dossier en cours de consultation ou de toute réponse apportée à la question d'un candidat. Cette invitation concerne particulièrement les candidats abonnés à un moteur de recherche, ainsi que les retraits de dossier en mode anonyme.

3 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Candidat individuel

Les candidats ont la possibilité de soumissionner individuellement.

3.2 Groupement d'opérateurs économiques

Les groupements momentanés d'entreprises sont autorisés. Les entreprises peuvent présenter leur offre sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Dans le cas de groupements, l'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint devra être **solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un ou plusieurs groupements

3-3 Présentation de la candidature :

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par les candidats sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

Tous les documents signés devront l'être par une personne habilitée à engager le candidat, avec indication du nom et de la qualité du signataire.

Les candidats devront produire un dossier complet, comprenant les pièces indiquées au présent article.

Les offres des candidats seront exprimées en euros.

Les candidats ne sont pas tenus de séparer les pièces relatives à leur candidature de celles relatives à leur(s) offre(s) dans deux enveloppes distinctes.

Les candidats prendront soin de noter chacune des pièces de leur candidature (pièce n°1...).

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

➤ <u>Renseignements concernant la Situation juridique des opérateurs économiques :</u>	
<p>Pièce n° 1/ Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants, le cas échéant ou formulaire DC1.</p> <p>En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le même formulaire DC1 et produit les renseignements ou documents demandés par l'acheteur.</p>	A produire
➤ <u>Renseignements concernant la capacité économique et financière du soumissionnaire :</u>	
<p>Pièce n° 2/</p> <p>A fournir au plus tard au dépôt de l'offre :</p> <p>Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ou formulaire DC2 + déclaration sur l'honneur du candidat mentionnant expressément la phrase suivante qu'il « est en règle au regard des articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique ainsi qu'à l'égard des obligations d'emploi des travailleurs handicapés »</p> <p>+ copie des jugements de redressement judiciaire le cas échéant</p> <p>+ attestation de régularité fiscale (impôt sur le revenu / impôt sur les sociétés / TVA) pour l'année fiscale en cours</p> <p>+ attestation de vigilance (Urssaf) de moins de 6 mois à la date du dépôt de l'offre</p> <p>A fournir au plus tard au moment de l'attribution</p> <p>+ extrait Kbis ou carte d'identification au répertoire des métiers ou récépissé de déclaration si dépôt en cours . Document de moins de 3 mois.</p> <p>+ le pouvoir de signature lorsque le signataire n'apparaît pas dans les documents cités ci-avant.</p> <p>En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement remplit un DC2 individuel et fournit les éléments complémentaires indiqués ci-avant au titre la pièce n°2</p>	A produire
<p>Pièce n° 3/ Attestation d'assurance des risques professionnels à jour pour le candidat individuel ou pour chacun des co-traitants en cas de groupement.</p>	A produire
➤ <u>Renseignements concernant la capacité technique et professionnelle :</u>	
<p>Pièce n° 4/ Le candidat atteste de ses capacités techniques et professionnelles produisant une liste des principaux services fournis au <u>cours des trois dernières années</u> indiquant le <u>montant, la date et le destinataire public ou privé.</u></p>	A produire
<p>Pièce n° 5/ copie de l'agrément d'exercice des activités privées de sécurité en cours de validité.</p>	A produire
<p>Pièce n° 6/ l'organigramme et les effectifs de la société qui réalisera la prestation. L'attention des candidats est attiré sur le fait que sont demandés les éléments de <u>l'établissement local</u> qui réalisera la prestation et <u>NON CEUX DE LA SOCIÉTÉ AU NIVEAU NATIONAL.</u></p>	A produire

3-4 Utilisation du formulaire DUME

En application de l'article 49 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (**DUME**), en lieu et place des documents mentionnés à l'article 48 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le Document Unique de Marché Européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents.

En cas de groupement momentané d'entreprises, **chaque entreprise membre du groupement** remettra un Document Unique de Marché Européen.

En cas de sous-traitance, **chaque sous-traitant aux capacités desquelles le candidat a recours remettra un Document Unique de Marché Européen.**

Conformément à l'article 49. II du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le Document Unique de Marché Européen remis par le candidat devra être rédigé en langue française.

3-5 Dispositif « dites le nous une fois »

Conformément à l'article 53 II du décret 2016-360, l'acheteur prévoit que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui leur ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas , il est demandé aux candidats d'indiquer de manière précise les références de la consultation au cours de laquelle ces renseignements et documents ont été fournis.

3-6 Récupération de documents par l'acheteur

Conformément à l'article 53 I du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 des marchés publics, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

L'identification de ces systèmes et des informations associées seront mentionnées lisiblement **sur le formulaire DC2.**

3-7 Moyens de preuve alternatifs des capacités du candidat

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen .

3-8 Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques **quelque soit la nature juridique** des liens qui l'unissent à ces opérateurs. La partie H du formulaire DC2 du soumissionnaire sera remplie en mentionnant ces opérateurs.

Le soumissionnaire apportera la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public par un engagement écrit.

Tout élément relatif à la capacité technique et professionnelle de l'opérateur auquel il est fait recours sera joint au dossier.

3-9 Sous traitance déclarée au moment du dépôt de l'offre

Le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public **à l'exception des tâches aux caractères essentiels, spécifiées dans le CCTP, paragraphe 11, conformément à l'Art. L. 2193-3 du code de la commande publique qui autorise de restreindre le recours à la sous-traitance des marchés publics.**

Lorsque la demande intervient au moment du dépôt de l'offre, le **formulaire DC4** est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire à l'acheteur au moment du dépôt de l'offre.

Le sous traitant joint au formulaire DC4 les pièces demandées au titre de la capacité technique et professionnelle de l'article 3.3.

4 –PRÉSENTATION DE L'OFFRE

Pièce 7	L'Acte d'Engagement <u>complété, daté et signé</u>	A produire
Pièce 8	Le Bordereau des Prix Unitaires <u>complété, daté et signé</u>	A produire
Pièce 9	Devis Quantitatif Estimatif <u>complété, daté et signé</u>	A produire
Pièce 10	Le Mémoire technique <u>complété, daté et signé</u>	A produire

Tout document rédigé dans une autre langue doit être accompagné d'une traduction en français.

Le décret du 25 mars 2016 ne comporte plus de disposition en matière de signature des candidatures et des offres pour l'ensemble des procédures de passation des marchés publics. Désormais, les candidatures et les offres des opérateurs économiques n'ont pas à être signées manuscritement ni même électroniquement.

En revanche, le marché public en tant que contrat formalisant l'engagement des parties, sera signé au stade de l'attribution du marché

5 – SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1 Concernant les candidatures

Seuls sont ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

La sélection des candidatures se fera au regard des éléments suivants :

« La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financières et les capacités techniques et professionnelles des candidats ».

Demande de complément de candidature :

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats de compléter les dossiers, dans l'hypothèse où certaines pièces n'auraient pas été transmises.

Toutefois, s'agissant d'une simple faculté pour le pouvoir adjudicateur, il est vivement conseillé aux candidats, afin de ne pas risquer de voir leurs candidatures rejetées, de fournir des dossiers complets. Le délai pour compléter la candidature ne saurait être supérieur à 5 jours ouvrés.

5.2 Concernant les offres

Le jugement définitif sera effectué à partir des critères pondérés suivants :

CRITERES	Critères en pourcentage
Prix des prestations Le critère « Prix des prestations » sera apprécié à partir du montant du Devis Quantitatif Estimatif. La méthode de calcul sera la suivante : $((\text{Meilleur Prix}/\text{Prix candidat N}) \times 20) \times \text{Pondération}$	 50 %
Valeur technique Le critère « Valeur technique » sera apprécié à partir des informations figurant dans le mémoire technique. La méthode de notation employée sera la suivante : Total des sous-critères du mémoire x Pondération.	 50 %

5.3 Rectification des offres :

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans le devis estimatif, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en considération.

Dans le cas de prix unitaire et si le sous-détail d'un prix unitaire est demandé, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans ce sous-détail, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant.

Par ailleurs, il sera réalisé une mise au point avec le soumissionnaire attributaire, afin de rectifier la pièce concernée au regard du montant confirmé.

Aucune modification des pièces de l'administration n'est permise.

5.4 Régularisation des offres :

Dans les conditions prévues au code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de demander la régularisation des offres irrégulières dans le cadre du présent marché à procédure adaptée, que la négociation soit ou non réalisée par l'acheteur au cours de la procédure.

Le pouvoir adjudicateur peut par ailleurs, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

5.5 – Forme de la notification et exemplaire unique

La notification du marché au titulaire sera faite par voie dématérialisée : e-lrar sur la plateforme marches-securisés.

Le candidat en accusera réception dans les plus brefs délais.

Une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire, sera remis à la demande du titulaire.

5.6 Pièces à fournir par le candidat retenu, le membre du groupement ou le sous traitant

5.6.1 Candidat individuel , membre du groupement établi en France ou sous traitant présenté au moment de l'offre

Le candidat retenu devra fournir les pièces mentionnées à l'article 3-3 du présent règlement de la consultation si elle n'ont pas été fournies au stade du dépôt de la candidature ou si leur date de validité est dépassée.

Il devra également fournir en outre le cas échéant les pièces prévues aux articles R. 1263-12 en cas de détachement de travailleurs, D. 8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. (liste nominative des salariés étrangers employés).

La fourniture de ces documents devra se faire dans les 5 jours ouvrés à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse où le candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation ou ne peut produire dans le délai imparti les documents exigés, sa candidature est déclarée irrecevable.

Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

L'acheteur attire l'attention des candidats sur le fait qu'un candidat se livrant à de fausses déclarations encourt les peines prévues par l'article 441-1 du code pénal, pour faux ou usage de faux.

5.6.2 Dispositions impératives

Il est rappelé aux candidats que ces pièces sont à produire par le titulaire tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché et dans un délai raisonnable tout au long du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les candidatures et les offres **doivent obligatoirement être transmises par voie électronique**, sur le profil d'acheteur uniquement à l'adresse suivante : <https://marches-securises.fr> permettant d'en garantir la confidentialité et la traçabilité. Hotline : 04 92 90 93 20

Un guide « Annexe relative à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation » est joint au présent règlement de la consultation.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB ou courriel...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le seul référentiel de temps valable pour la fin de la période de consultation est l'heure indiquée sur la plate-forme informatique de dématérialisation.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la remise des offres de manière dématérialisée prend du temps. Aussi, le soumissionnaire est invité à déposer son **offre le plus tôt possible** et non au dernier moment.

L'envoi électronique donnera lieu à un accusé de réception envoyé à l'adresse électronique fournie lors de son enregistrement par le soumissionnaire.

Les offres dématérialisées qui seraient transmises ou dont l'accusé de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas prises en compte.

Pour garantir la confidentialité des candidatures, les offres seront chiffrées par le biais de la plate-forme informatique de dématérialisation.

Toutefois, **parallèlement** à l'envoi électronique, les opérateurs économiques pourront faire parvenir au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD Rom, DVD Rom, clé USB ...) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte **obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde »**. Cette copie doit parvenir avant l'heure et la date limites de réception des plis.

Cette copie de sauvegarde pourra, notamment, être ouverte en cas de défaillance du système informatique (qui supporte la dématérialisation) ou lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans le document électronique transmis par l'opérateur économique.

Le profil d'acheteur marches-securises.fr s'utilise au travers de n'importe quel navigateur sans installation d'aucun logiciel sur l'ordinateur. En revanche, il est recommandé d'utiliser une connexion haut débit pour plus de confort.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Dans le cas où le soumissionnaire souhaiterait signer électroniquement son offre, la signature doit être conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

En cas de virus lors de la transmission de l'offre du soumissionnaire et si aucune copie de sauvegarde n'a été transmise, le pouvoir adjudicateur, se réserve le droit de demander à l'opérateur économique de renvoyer sa candidature et son offre.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

7 – RECOURS

7.1 Instance chargée des procédures de recours

L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal judiciaire de Draguignan.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Palais de Justice de Draguignan

11 rue Pierre Clément

83007 DRAGUIGNAN CEDEX France

Tel : 04 94 47 01 92

Courriel : tj1-draguignan@justice.fr

Adresse internet : <https://www.justice.fr/annuaire/tribunal-judiciaire-draguignan>

8 – LANGUAGE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

9 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant la consultation en cours, les candidats poseront exclusivement leurs questions sur le profil d'acheteur <https://marches-securises.fr>

La réponse se fera sur marchés sécurisés et sera publique.

Les candidats sont fortement invités à s'inscrire avec une adresse électronique valide sur le profil d'acheteur <https://marches-securises.fr> pour être tenu informés de toute modification éventuelle du dossier en cours de consultation ou de toute réponse apportée à la question d'un candidat.

Cette invitation concerne particulièrement les candidats abonnés à un moteur de recherche ou qui téléchargent en mode anonyme le dossier de consultation des entreprises.

A qui s'adresse marches-securises.fr ?

Aux entreprises qui souhaitent répondre à une consultation et, pour ce faire, souhaitent récupérer le DCE et déposer leur offre.

Faut-il être « abonné » pour utiliser marches-securises.fr ?

Il est fortement conseillé de se créer un espace privé pour télécharger les DCE. Ainsi le Pouvoir Adjudicateur pourra vous contacter au cas où, postérieurement à la publication initiale du DCE, des modifications étaient apportées ou des réponses à des questions de soumissionnaires apportées.

Quel matériel faut-il pour utiliser marches-securises.fr ?

Un ordinateur connecté sur Internet ; marches-securises.fr s'utilise au travers de n'importe quel navigateur sans installation d'aucun logiciel sur l'ordinateur. En revanche, il est recommandé d'utiliser une connexion haut débit pour plus de confort. Enfin, les pièces que vous téléchargerez sont compressées (format .zip), votre ordinateur devra donc être équipé d'un outil de décompression (c'est une fonction standard intégrée à Windows XP, Vista et Seven).

Combien coûte marches-securises.fr ?

Le téléchargement des DCE et le dépôt des offres sont gratuits.

L'envoi de réponses par voie électronique, via marches-securises.fr, est gratuit. L'abonnement aux alertes par e-mail pour ce qui concerne les annonces publiées sur marches-securises.fr est gratuit.

Quels sont les avantages pour les entreprises ?

Gain de temps : avec marches-securises.fr plus besoin de se déplacer pour récupérer le DCE. Plus de ressaisies : avec marches-securises.fr, vous disposez tout de suite des pièces sous format électronique que vous pouvez directement utiliser pour commencer à élaborer votre réponse.

Quelles sont les performances lors du téléchargement de documents ?

Comme tout service accessible par l'Internet, son usage est d'autant plus rapide et facile que votre connexion à l'Internet est de bonne qualité. Le téléchargement de certains documents (plans notamment) peut prendre plusieurs minutes.

Sous quels formats les documents sont-ils disponibles ?

En général, les documents qui ne sont pas appelés à être complétés sont fournis en format PDF. Les documents qui sont appelés à être complétés sont en général fournis sous un format qui vous permettra de travailler directement dans le document (ex. : .doc pour les actes d'engagement, .xls pour les bordereaux de prix ou les détails estimatifs). Les plans sont souvent au format PDF ou sinon ils sont fournis en formats .dwg, .dxf ou .dwt compatibles avec la plupart des logiciels de DAO du marché.

Faut-il posséder une clé de signature électronique pour utiliser marches-securises.fr ?

Disposer d'une clé de signature électronique n'est pas indispensable à l'heure actuelle.